

— ANNEXE

Engagements des entreprises lors du One Forest Summit

Des entreprises mondiales et africaines se sont réunies à Libreville lors du One Forest Summit pour discuter des bonnes pratiques et partager un ensemble de recommandations, basées sur leur connaissance et leurs expériences, afin de concilier la conservation des forêts et le développement économique au profit des populations locales. Ces entreprises, parallèlement au One Forest Summit, sont heureuses de lancer l'Initiative 10by30, une série d'engagements visant à créer des emplois, à favoriser le transfert de connaissances et à renforcer le rôle des jeunes générations.

INITIATIVE « 10BY30 » POUR DES CHAINES DE VALEUR DURABLES, VISANT À CRÉER 10 MILLIONS D'EMPLOIS D'ICI 2030

Cette initiative, axée sur les entreprises, vise à favoriser le développement de chaînes de valeur durables dans les forêts tropicales par la formation (principes d'agriculture et de sylviculture durables, utilisation d'engrais organiques, etc.), la décarbonisation et les investissements, permettant ainsi aux communautés locales de bénéficier directement de la gestion durable des forêts.

— Les objectifs de l'initiative

1. Développer des plantations dédiées à l'utilisation du bois de chauffage pour freiner la déforestation.
2. Favoriser l'agroforesterie couplée à des activités agro-industrielles pour faire progresser les solutions innovantes, améliorer l'autosuffisance alimentaire et augmenter les exportations.
3. Aider les gouvernements à développer l'aménagement du territoire pour protéger la biodiversité et réduire la production de charbon de bois.
4. Promouvoir des normes industrielles harmonisées sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance aux niveaux local et mondial.
5. Adopter les principes de l'économie circulaire dans nos chaînes d'approvisionnement, en favorisant les synergies pour accroître l'efficacité des ressources.
6. Investir, aux côtés des gouvernements, dans des programmes de développement des compétences et dans des centres de formation professionnelle en partenariat avec les gouvernements locaux, en augmentant ainsi l'employabilité.
7. Réduire l'intensité des émissions de carbone des produits grâce au suivi des émissions de gaz à effet de serre, à l'adoption de solutions technologiques à émission de carbone faible ou nulle dans l'ensemble de nos chaînes d'approvisionnement, et au rapprochement des chaînes d'approvisionnement des ressources naturelles et des consommateurs.
8. Mettre en œuvre des activités forestières durables et des programmes de conservation des forêts.
9. Promouvoir des solutions de traçabilité renforçant la confiance, l'efficacité et la durabilité.

10. Favoriser les partenariats public-privé débouchant sur des transferts de technologie, sur le développement de compétences et sur des investissements.

11. Collaborer avec les initiatives et les plateformes mondiales et régionales existantes afin d'apporter une nouvelle dimension et une plus grande durabilité.

— Les engagements du secteur privé pour y parvenir

À l'occasion du One Forest Summit, les entreprises ont annoncé les engagements et noué les partenariats suivants :

SouthBridge investments, société panafricaine de conseil et d'investissement, a annoncé à la COP27, en partenariat avec **Eurazeo**, un fonds de 2 milliards d'euros dédié à la restauration et à la reforestation. Southbridge Investments et Eurazeo ont précisé le calendrier des premiers projets qui seront annoncés d'ici à la COP28 et ont exprimé leur intérêt pour l'articulation de ce fonds avec l'approche par pays des Partenariats de conservation positive.

Le groupe Eramet et sa filiale gabonaise Comilog ont présenté le projet Biomine de développement d'un bioréducteur à base de biomasse qui se substituerait au coke actuellement utilisé dans leurs fours métallurgiques. Le groupe s'engage parallèlement dans un programme de plantation de forêts pour contribuer au développement d'une économie forestière dans la région du Haut-Ogooué au Gabon.

La filière cosmétique française a annoncé la mise en place d'une dotation financière de plus de 500 000 euros pour l'étude de la cosmétopée forestière du bassin du Congo (Afrique centrale). Ce financement, porté par le fonds de dotation de **Cosmetic Valley**, permettra l'allocation de bourses dans les pays pour la mise en place de stages, thèses de doctorat et post-doctorats. Cet engagement de la filière cosmétique française

visé à permettre l'étude et le recensement par les acteurs locaux des ressources génétiques végétales issues de la forêt et leurs usages traditionnels pour la protection et la beauté de la peau et des cheveux.

ARISE s'est engagée à développer des plantations de bois énergie au Gabon (3000 ha), en République démocratique du Congo (3000 ha), au Togo (2000 ha), au Congo (3000 ha) ; et au Bénin (3000 ha) et à développer deux nouveaux centres de formation en partenariat avec les gouvernements locaux (en plus de ceux déjà existants au Bénin et au Togo). L'entreprise lance un fonds de 100 millions de dollars pour soutenir les PME, ainsi que des tournées de présentation en France, en Allemagne et en Italie, à partir d'avril, pour encourager les PME européennes à investir dans l'industrialisation durable et la transformation locale des ressources naturelles. Arise signera un MoU avec **OKALA** pour contribuer au suivi de la biodiversité au Gabon, financé à 80% par ATIF, co-actionnaire de l'ARISE. ARISE investit en République démocratique du Congo sur des zones industrielles dédiées à la transformation du bois et l'agriculture. Enfin, l'entreprise va adopter la technologie CarbonCure dans plusieurs parcs industriels.

Touton, un important négociant de cacao et d'autres produits agricoles tropicaux engagé dans des projets durables, et **Inarix**, start-up qui développe une technologie innovante utilisant l'intelligence artificielle et la reconnaissance biométrique par smartphone, ont établi un partenariat pour améliorer la traçabilité dans l'industrie du cacao et du café : Inarix est aujourd'hui capable de délivrer en temps réel, depuis un smartphone et via une simple photo de grains, des analyses de qualité des grains après récolte, ainsi que certains paramètres clés de traçabilité tels que l'origine géographique. En permettant de déterminer la zone d'origine d'un lot de matières premières à partir d'une photo, Inarix pourrait par exemple identifier des provenances de zones protégées et ainsi lutter contre la déforestation.

Touton a également annoncé des partenariats avec d'autres start-ups. Outre un soutien financier à travers le financement de pilotes et de prototypes, Touton accompagne ces start-ups dans leurs modèles en les connectant à sa chaîne de valeur, notamment **NetZero**, pour travailler sur la pyrolyse de la biomasse tropicale au Cameroun et au Brésil afin de générer du biochar qui est réinjecté dans les sols pour séquestrer du carbone et générer des crédits de haute qualité.

La start-up **KERMAP**, lauréate Greentech Innovation, annoncera le lancement de sa solution NIMBO de jumeau numérique du monde pour l'observation de la Terre en quasi temps réel. NIMBO apportera de nouveaux outils à la fois opérationnels et efficaces, pour faciliter et fiabiliser le suivi environnemental, et contribuera ainsi aux efforts en cours pour l'amélioration des contrôles et la gestion durable de la forêt. De la même manière, NIMBO permettra aussi de livrer des données précieuses pour la prévention des futures pandémies, dans une approche intégrant à la fois la santé environnementale, animale et humaine.

Rougier, entreprise spécialisée dans la production locale, la transformation et la commercialisation durable de grumes, de sciages et de contreplaqués, qui exploite au Gabon près de 900 000 hectares de concessions forestières certifiées FSC et qui fête ses 100 ans en 2023 ; et **FLYING WHALES**, entreprise innovante qui développe une solution de transport/débardage de bois en forêt par ballon dirigeable, sans empreinte au sol et avec des émissions de carbone en vol limitées, ont signé un accord stratégique. Cet accord vise à étudier les applications de la technologie développée par FLYING WHALES et ses bénéfices sur le secteur forestier : en matière d'opérabilité, de rendement et de sécurité, mais aussi de réduction de l'intensité carbone et des pressions logistiques appliquées sur les écosystèmes.

Parmi les effets positifs générés autour de ce nouveau moyen de transport par dirigeable, sont anticipés une stimulation de l'économie dans les localités desservies, des opportunités de formations, d'emplois et de services, une amélioration de l'autonomie et de la qualité de vie des personnes, et un soutien durable à diversifier leurs sources de revenus au contact de cette nouvelle filière.

FLYING WHALES a également signé un accord stratégique avec **GSEZ (Gabon Special Economic Zone)**, Partenariat Public-Privé entre le gouvernement du Gabon et **ARISE**, une société spécialisée dans la conception, le financement, la construction et la gestion d'infrastructures de pointe en Afrique, avec des opérations actives dans une douzaine de pays africains. Cet accord vise à préparer les conditions de l'implantation des sites opérationnels de FLYING WHALES au Gabon. Il permettra de doter le territoire gabonais d'un service de transport aérien de marchandise sur l'ensemble du territoire, toute l'année. D'autres applications à forte valeur ajoutée seront par ailleurs abordées, comme le déploiement du programme d'hôpital mobile aéroporté FLYING CARE. Ces développements viseront au désenclavement, à l'inclusion et à l'approvisionnement des communautés concernées, tout en préservant l'exceptionnel capital naturel gabonais, formé à 88% de forêts et de zones humides.

Le **Conseil interprofessionnel du Café et du Cacao (CICC)** du Cameroun a présenté son partenariat avec l'association française «**Les chocolatiers engagés**» qui assure aux producteurs de cacao un prix suffisamment élevé, négocié et convenu de commun accord au début de chaque campagne cacaoyère. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Française pour un Cacao Durable (IFCD), lancée en 2021, et vise un triple objectif : économique, social et environnemental.

L'ensemble de la filière française s'est engagé à améliorer le revenu des cacaoculteurs et de leurs familles, afin qu'ils puissent atteindre un revenu décent, à mettre fin aux approvisionnements issus de la déforestation, et à lutter contre le travail forcé et le travail des enfants. Le CICC met en place des Centres d'excellence et conduit un programme NEW GENERATION à travers lequel des centaines de jeunes, garçons et filles, sont installés durablement dans la culture du cacao. Le CICC et Les Chocolatiers Engagés encadrent les coopératives dans la production d'un cacao durable et vertueux, avec une attention particulière sur la préservation de la forêt.

VALGO, leader français de l'assainissement et de la réhabilitation des sites et sols pollués, a remis à Libreville les résultats d'une étude complète, valant déclaration d'intention, réalisée dans le cadre d'un partenariat entre le Gabon et la France pour la réhabilitation de la décharge de Mindoubé. Le projet vise la réhabilitation de la décharge et sa reconversion en un espace écologique exemplaire de qualité à destination des populations locales. L'étude permettra aux autorités gabonaises de lancer un projet environnemental d'intérêt général, pour la santé des populations locales et la revitalisation de l'environnement.